

Nîmes, le 28 octobre 2022

Cellule Carrière/Eolien/Mine après mine

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Arrêté Préfectoral complémentaire N° 2022-068-DREAL
modifiant les conditions d'exploitation et des garanties financières de la carrière
exploitée sur la commune de Moulezan au lieu-dit "Les Lens"
par la société OMYA

La préfète du Gard
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.511-1, L.516-1, R.181-45, R.181-46, R.516-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif à l'exploitation des carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n°03-091N du 27 juin 2003 autorisant la société OMYA SAS à exploiter une carrière de calcaire à ciel ouvert, une installation de traitement de matériaux et une station de transit de produits minéraux sur le territoire de la commune de Moulezan, au lieu-dit « Les Lens » ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°15-112N du 28 juillet 2015 concernant les accès à la carrière de calcaire autorisée sur le territoire de la commune de Moulezan au lieu-dit « Les Lens » ;

Vu la déclaration du 15 juillet 2019 présentée par la société OMYA portant sur le changement de classement du site par modification de la nomenclature ICPE ;

Vu la demande du 25 juillet 2022 présentée par la société OMYA demandant la modification des conditions d'exploitation de la carrière ;

Vu le rapport du 10 octobre 2022 de l'inspection des installations classées ;

Vu la transmission du 12 octobre 2022 du projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant dans le cadre du contradictoire ;

VU la réponse en date du 25 octobre 2022 de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que la demande concerne la création d'une piste d'accès entre les carrières exploitées par les sociétés OMYA et MOULEZAN modification les 4^e phase quinquennale et suivantes d'exploitation et la création d'un bassin de récupération des eaux pluviales ;

CONSIDÉRANT que la surface prévue pour le défrichement représente 2 200 m² pour laquelle la DDT n'a pas formulé d'avis au cours de l'instruction de la demande ;

CONSIDÉRANT que cette superficie de défrichement, inférieure à 0,5 ha, ne soumet pas le projet à examen au cas par cas ou à évaluation environnementale selon les dispositions de l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les travaux associés à cette modification sont suffisamment éloignés de la zone naturelle sensible constituée par le site Natura 2000 « Le Gardon et ses gorges » ;

CONSIDÉRANT que les garanties financières ont été mises à jour pour tenir compte de ces travaux ;

CONSIDÉRANT que la remise en état finale en fin d'exploitant n'est pas modifiée par ces travaux ;

CONSIDÉRANT que la modification d'emprise est inférieure à 25 ha et n'engendre aucune augmentation de la capacité autorisée, ni allongement de la durée d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que la modification présentée peut être ainsi considérée comme notable mais non substantielle au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient également d'actualiser le classement du site suite au changement de la nomenclature ICPE et à la déclaration de l'exploitant effectuée le 15 juillet 2019 et de l'intégration des rubriques relatives à la loi sur l'Eau ;

CONSIDÉRANT que ces modifications nécessitent des actualisations des dispositions de l'arrêté préfectoral ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire général ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER}: Modification du classement de la carrière

La société OMYA dont le siège social se situe 6 rue Pierre Semard 51240 OMEY, exploitant la carrière située au lieu-dit « Les Lens » sur la commune de Moulezan est tenue de respecter les dispositions suivantes.

Les dispositions de l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral n°03-091N susvisé sont modifiées de la façon suivante :

Les installations autorisées sont visées comme suit à la nomenclature des installations classées :

Désignation de l'installation et taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Nomenclature ICPE rubriques concernées	Régime
Exploitation de carrière	2510-1	Autorisation
Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous rubrique 2515-2. La puissance de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 300 kW	2515-1a	Enregistrement

Station de transit de produits minéraux solides, à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques, la capacité de stockage étant : supérieure à 10 000 m ²	2517-1	Enregistrement
---	--------	----------------

Les installations autorisées sont visées comme suit pour les rubriques de la Loi sur l'Eau:

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Situation vis à vis de la rubrique	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant : 1° supérieure ou égale à 20 ha	Emprise ICPE de 29,9 ha environ	Autorisation

ARTICLE 2 : Modification des conditions d'exploitation – Voie et aires de circulation

Les dispositions de l'article 2.1.2. de l'arrêté préfectoral n°03-091N susvisé sont modifiées de la façon suivante :

Les bâtiments et dépôts doivent être facilement accessibles par les services d'incendie et de secours.

L'emprunt, l'aménagement et l'entretien des chemins départementaux et communaux régulièrement utilisés par les transports de produits, doivent se faire en accord avec les instances administratives départementales et locales concernées.

Les voies de circulation, les pistes et les voies d'accès doivent être nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages,...) susceptible de gêner la circulation.

L'exploitant réalise une voie d'accès entre la carrière et celle exploitée par POLYCOR en élargissant la piste actuelle jusqu'à une largeur de 12 m, permettant le croisement d'engins. Des dispositifs de pièges à cailloux sont mis en place afin de protéger la piste de toute chute de pierres. La pente de cette nouvelle piste est d'environ 1,5 %, à la côte variant de 246 à 247 mNGF, selon des indications du plan présenté en annexe du présent arrêté.

Les opérations portant sur la défavorabilisation écologique (réduction de l'attrait des zones d'emprise pour la faune) sont réalisés durant la période de début septembre à fin novembre.

Les travaux de défrichement sont réalisés entre la période mi-septembre à mi-février.

Les travaux de réalisation de la piste se déroulent sur une durée de 1 à 2 ans en fonction des dates de réalisation des travaux préparatoires.

ARTICLE 3 : Réalisation d'un bassin de récupération des eaux de ruissellement

Les dispositions de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral n°03-091N susvisé sont modifiées de la façon suivante :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas affectées par les installations et leur activité.

Les mesures compensatoires prévues par l'étude hydrologique et hydraulique (affaire n°102443 – janvier 2003) SOGREAH DARAGON sont mises en œuvre.

L'exploitant réalise un bassin de récupération des eaux de ruissellement, d'une superficie de 200 m², en partie Sud de l'élargissement de la piste reliant la carrière avec celle exploitée par POLYCOR selon le plan joint en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Garanties financières

Les dispositions de l'article 1.10.2.2. de l'arrêté préfectoral n°03-091N susvisé sont modifiées de la façon suivante :

Le montant des garanties financières doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.

Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par périodes quinquennales successives.

Le montant minimum de référence des garanties financières est fixé de la façon suivante :

Quatrième période 491 359 € T.T.C.

Cinquième période 441 553 € T.T.C.

Sixième période 363 983 € T.T.C.

L'indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières mentionnée ci-dessus a été fixé à 827,27 (indice calculé à partir de l'indice d'avril 2022 égal à 126,6).

ARTICLE 5 : Délais et voies de recours (art. L.171-11 du code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de plein juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté, soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr

ARTICLE 6 : Information des tiers (art. R.171-1 du code de l'environnement) et Exécution

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat du département du Gard , pendant une durée minimale de quatre mois.

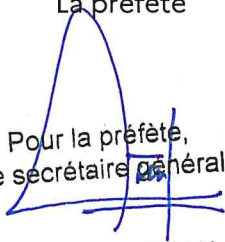
Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques, <https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

Le présent arrêté sera notifié à la société OMYA.

Ampliation en sera adressée à :

- monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard,
- monsieur le maire de la commune de Moulezan,
- monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La préfète
Pour la préfète,
Le secrétaire général

Frédéric LOISEAU